



GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

N°5 – Janvier 2005

Situations de plurilinguisme en France : transmission, acquisition et usages des langues

SOMMAIRE

Clara Mortamet : *Présentation*

Jeanne Gonac'h : *Interférences linguistiques et culturelles dans les écrits des lycéens et étudiants d'origine turque en France*

Fabienne Leconte : *Récits d'enfants bilingues*

Clara Mortamet : *Usages des langues au quotidien : le cas des immigrations maghrébines, africaines et turques dans l'agglomération rouennaise*

Sophie Barnèche : *Vie urbaine et transmission des langues à Nouméa*

Anne-Frédérique Harter : *Cultures de l'oral et de l'écrit à Yaoundé*

Compte-rendu

Jacques Treignier : Frédéric François, 2004, *Enfants et récits, Mise en mots et « reste »*, Textes choisis et présentés par Régine Delamotte-Legrand, Presses universitaires du Septentrion, collection didactiques, Villeneuve d'Ascq, 230 pages.

Réactions au rapport parlementaire Bénisti

CULTURES DE L'ORAL ET DE L'ECRIT A YAOUNDE

Anne-Frédérique Harter

Université de Rouen – Laboratoire DYALANG

Depuis plusieurs années, la sociolinguistique s'intéresse aux villes africaines (*cf.* notamment Calvet, 1994, Juillard, 1995). L'environnement sociolinguistique de Yaoundé, capitale du Cameroun, présente de ce point de vue une richesse qui n'est plus à démontrer. Parmi les possibilités qu'offre l'étude du plurilinguisme sur un tel terrain, nous nous intéresserons tout particulièrement aux habitudes culturelles de l'écrit et de l'oral de ses habitants dans les différentes variétés linguistiques en présence ainsi qu'aux valeurs associées à ces usages. A partir d'observations directes menées sur le terrain, et de l'analyse d'entretiens semi-directifs, nous présenterons un état des lieux des pratiques et des représentations dans ce domaine.

La situation sociolinguistique du Cameroun

La complexité de la situation sociolinguistique du Cameroun s'explique en prenant en compte à la fois ses dimensions géo-linguistique et socio-historique. Si l'on s'en tient à la première de ces dimensions, il apparaît que le Cameroun est traditionnellement caractérisé comme une « Afrique en miniature ». Cette réflexion est fondée non seulement sur la diversité des paysages camerounais mais aussi sur l'hétérogénéité des peuples qui y vivent. Le Cameroun est situé, en effet, au carrefour des régions géographiques occidentale, centrale et septentrionale de l'Afrique, et plusieurs courants migratoires ont abouti à la configuration ethnique actuelle et à la cohabitation d'une pluralité de cultures et de langues. Ainsi, si l'on se réfère à la classification des langues de Greenberg (1963), le Cameroun regroupe 3 des 4 phylums linguistiques présents dans l'ensemble du continent africain, à savoir les phylums Niger-Congo, Nilo-Saharien et Afro-Asiatique. Des recensements récents font état de près de 250 langues nationales¹ (Essono, 2001), mais paradoxalement les deux seules langues officielles sont des langues exogènes, le français et l'anglais.

Le portrait des variétés linguistiques présentes au Cameroun serait incomplet sans l'évocation des deux « *langues hybrides* » (Essono, 2001 : 69) que sont le pidgin english et le camfranglais. Le pidgin est une variété qui a émergé des rapports commerciaux entre les premiers Européens et les populations locales. Bien que hors phylum, le pidgin est considéré

¹ Au Cameroun, l'étiquette *langues nationales* désigne les langues utilisées par les populations avant l'arrivée des Européens. Nous employons également comme synonymes *langues camerounaises*, *langues grégaires* ou *langues ethniques*.

comme une langue camerounaise à part entière, car il est employé avec des spécificités qui le distinguent de celui parlé dans les pays voisins, à l'exemple du Nigeria (Mendo Ze, 1999). Son extension sur l'ensemble du territoire camerounais, sans distinction de classe d'âge ou de niveau socioculturel freine l'extension non seulement de l'anglais « *grammar* » en zone anglophone mais aussi du bilinguisme officiel. La diffusion du pidgin présente la particularité, en effet, de s'étendre à tout le territoire camerounais, notamment dans les centres urbains, à la différence des autres variétés véhiculaires, qui sont limitées à une zone géographique. C. Belinga B'Eno et G. Atindogbe voient dans cette variété l'unique véhiculaire « *institutionnalisable* » (2001 : 230). J. Tabi Manga (2000 : 127-128) note « *la grande fluidité* » sociale du pidgin, employé dans les situations informelles, et qui a néanmoins droit d'entrer dans les messes catholiques, les cultes protestants et les séances des tribunaux traditionnels.

Les regards se tournent depuis un peu plus d'une dizaine d'années sur le camfranglais, un parler lui aussi en plein essor. Il s'agit, « *sur une structure syntaxique et un fond lexical français, de l'utilisation de lexèmes empruntés au pidgin-english/à l'anglais* » (Féral, 1997 : 211) et aux diverses langues camerounaises. Mais, contrairement au pidgin, son emploi est limité à une population spécifique : il est la langue de communication de la jeunesse urbaine camerounaise, particulièrement des lycéens et des étudiants. C. de Féral considère que les locuteurs du camfranglais cherchent à « *s'identifier comme jeune(s) citadin(s) camerounais* » au travers d'une « *revendication consciente d'altérité* » (*ibid.*).

Du point de vue géo-linguistique, le Cameroun concentre donc un nombre et surtout une variété impressionnante de systèmes linguistiques : langues nationales, langues exogènes apportées par l'immigration, et plus récemment mélanges de langues. Mais la situation sociolinguistique de ce pays s'explique également très largement par sa réalité socio-historique : elle résulte de ce point de vue d'un passé tumultueux où se succèdent plusieurs colonisateurs. D. Bitjaa-Kody (2001) retrace les différentes politiques linguistiques, coloniales, post-coloniales et actuelles, qui ont successivement régi la vie linguistique camerounaise et expliquent la vitalité actuelle des langues sur ce territoire. Après le protectorat allemand, ce sont les Anglais et les Français qui se partagent les provinces du Cameroun. Les administrateurs en place tentent de diffuser leur langue respective, avec plus ou moins de succès, jusqu'à l'indépendance du pays en 1960. En 1961, la réunification des provinces anglophones et francophones dessine les frontières actuelles du territoire camerounais et rend officiel un état de fait : le français et l'anglais, dans leurs provinces respectives, sont langues de l'administration, de l'enseignement, de la justice et des médias.

Le bilinguisme officiel camerounais, équilibré si l'on s'en tient au seul statut des deux langues officielles, masque néanmoins une réelle inégalité sociolinguistique : les francophones sont en très grande supériorité numérique puisqu'ils représentent les quatre cinquièmes de la population camerounaise. De plus, les principales grandes villes du pays – et donc l'essentiel de l'activité économique et politique – sont en zone francophone (Yaoundé, Douala, Bafoussam, Edéa). Enfin, la diffusion de la langue anglaise, même sur son propre territoire, souffre de la très forte concurrence du pidgin english, qui tend de plus en plus à la supplanter².

Face à ce constat de bilinguisme inégalitaire, la politique linguistique de l'Etat camerounais se concentre sur la promotion du bilinguisme officiel, avec pour objectifs de favoriser l'apprentissage des deux langues par l'ensemble de la population et de mettre en

² Nous ne reviendrons pas ici sur les enjeux du bilinguisme officiel au Cameroun ; nous nous concentrerons davantage sur la présentation sociolinguistique de la seule zone francophone, et plus particulièrement de Yaoundé, où nous avons réalisé nos enquêtes.

place le bilinguisme dans les administrations de son territoire. Dans la constitution camerounaise, les langues nationales ne bénéficient que d'une reconnaissance symbolique. Elles n'ont aucun statut, au-delà de la volonté, clairement exprimée, de les sauvegarder et de les promouvoir. Les diverses langues nationales qui ont des fonctions véhiculaires ne sont pas mentionnées. Ces principaux véhiculaires sont : au Nord le kanuri, le wandala, l'hausa, l'arabe choa et surtout le ffuldé ; au Sud, le duala, le fe'fe', le basaa et principalement l'ewondo ; à l'Ouest enfin le ghomala (Biloa, 2003). On peut également citer ici le pidgin, que nous avons déjà évoqué. Enfin, notons que chacune de ces langues véhiculaires a une étendue limitée, ce qui ne semble pas favoriser, pour le moment, une quelconque prise en compte politique.

A ce contexte institutionnel assez clairement différencié (langues officielles vs langues nationales), s'ajoute une autre rupture sociolinguistique forte : celle qui distingue les situations linguistiques urbaines et rurales. Très schématiquement, on peut opposer au Cameroun un monde rural quasi monolingue à un monde rural particulièrement multilingue, et en constante mutation du fait de l'exode rural.

Actuellement, le Cameroun compte environ 16 millions d'habitants, dont plus de 50 % de citadins en 2000 (Institut national de la statistique, 2003). En quelques décennies, Yaoundé est passée du statut de petit village ewondo monolingue à celui de capitale multilingue où vit une population qui avoisine un million cinq cent mille habitants. Dans ce contexte d'exode rural massif et, qui plus est, récent, la métropole fait office de creuset territorial où se concentre une population à l'image de l'hétérogénéité du territoire et, par là, des cultures et des langues camerounaises.

Yaoundé a fait l'objet de plusieurs études linguistiques. E. L. Koenig *et al.* (1983) ont entrepris un programme de recherche d'envergure afin de dresser le profil sociolinguistique des centres urbains camerounais. Il ressort de l'enquête³ que les variétés vernaculaires sont prioritairement employées dans les foyers ou entre membres d'une même ethnie. En situation de contacts interethniques, les trois principaux véhiculaires émergeant dans les centres urbains sont le fulfulde (au Nord), le pidgin-english (à l'Ouest et à Yaoundé) et l'ewondo (au Centre). Ces trois variétés sont les langues secondes privilégiées des citadins. Au regard des pratiques linguistiques extérieures aux ménages, de la très forte scolarisation, les auteurs concluent également à l'émergence du français en tant que variété véhiculaire.

Plus récemment, différents travaux ont confirmé dans la capitale cette dynamique favorable au français et défavorable aux langues camerounaises. Ainsi, dans une enquête sur les usages déclarés et la transmission intergénérationnelle des langues à Yaoundé, D. Bitjaa Kody (2000 : 180) conclut à « *la francisation galopante de la capitale camerounaise et la désuétude des langues nationales* ». Dans le même ordre d'idées, P. Zang Zang (2000) note que la situation linguistique de Yaoundé entraîne une véhicularisation et une vernacularisation du français, et que son acquisition pré-scolaire et hors-scolarité prend une importance considérable.

L'examen que fait G. Tchoungui (2000) de la répartition et des usages des variétés linguistiques dans les différents domaines du quotidien montre l'omniprésence du français dans les domaines formels mais aussi informels. C'est d'ailleurs ce qui amène généralement les chercheurs à considérer le français comme la langue véhiculaire non seulement de la ville mais aussi de l'ensemble du territoire. Cette langue est donc la plus à même de devenir langue d'unification du pays (Bitja Kody, 2001 : 106). Pourtant, notre approche de la situation de

³ Les données ont été recueillies en 1977.

Yaoundé montre que, même si elles sont minorées officiellement, les langues camerounaises conservent des fonctions qui sont loin d'être négligeables. Si la ville unifie linguistiquement pour des raisons d'efficacité véhiculaire, elle ne peut néanmoins réduire un besoin identitaire (Calvet, 1994 : 170) qui s'exprime notamment au travers des langues camerounaises.

La plupart des observateurs évoquent l'étiollement des langues vernaculaires dans les populations urbaines. Pourtant, comme le remarque G. Tchoungui, lorsque l'on considère les usages linguistiques quotidiens dans la capitale camerounaise, il apparaît qu'« aucun groupe de langues, y compris le français, ne jouit d'une position majoritaire constante ». Mais plus encore, il semble selon cet auteur qu'« à un moment ou à un autre, dans ces réseaux imbriqués, toutes les langues – institutionnelles, liturgiques, langue de culture ou langue de commerce – assument une position instable de langue minoritaire » (Tchoungui, 2000 ; : 81). Ainsi, le français n'est pas cantonné aux situations formelles et il envahit les rues, franchissant les portes des foyers et des bars. Mais il ne faut pas pour autant oublier qu'il peut en être de même pour les langues nationales : parce qu'elle permet la reconnaissance identitaire et la convivialité ou au contraire l'exclusion, une langue camerounaise peut supplanter une langue officielle, y compris en situation formelle.

Ces études descriptives gagnent à être complétées par l'examen des représentations que se font les locuteurs de leur situation, et ce afin de confronter représentations et pratiques observées. Il apparaît alors que les représentations des locuteurs sont plus complexes que ne le laisse prévoir la répartition fonctionnelle classique des variétés, qui oppose l'emploi des langues officielles dans les situations formelles à l'emploi des langues ethniques dans les situations informelles. Notre approche, où se mêlent observations et recueils de discours, laisse entrevoir un nuancier de pratiques plus large que celui décrit par des études quantitatives : les variétés vernaculaires et véhiculaires trouvent leur fonction et gardent un dynamisme remarquable.

A travers les représentations langagières

Si l'on cherche à « *analyser les dynamiques linguistiques et sociales* » (Boyer, 1990 : 104), il est pertinent d'étudier à la fois les usages et les représentations. J.-C. Abric (1994) a démontré la relation dialectique entre représentations et actions, faisant de l'examen des représentations un « *outil heuristique* » indispensable pour « *comprendre la dynamique des interactions sociales et donc éclairer les déterminants des pratiques sociales* » (Abric, ibid. : 11). De plus, les représentations sont « *à l'interface de l'individuel et du social* » (Jodelet, 1989 : 40) et renseignent à ce titre autant sur les pratiques individuelles que sur les mouvements sociaux. Ainsi la volonté d'appréhender, au travers des représentations, « *non plus une vie sociale déjà faite mais une vie sociale en train de se faire* » (Moscovici, 1989 : 82) confère à l'étude un caractère non plus statique, mais dynamique. L'approche théorique des représentations nous conforte dans le fait que la compréhension « *de toute pratique sociale suppose que soient pris en compte au moins deux facteurs essentiels : les conditions sociales, historiques et matérielles dans lesquelles elle s'inscrit d'une part, et, d'autre part, son mode d'appropriation par l'individu où les facteurs cognitifs, symboliques, représentationnels jouent également un rôle déterminant* » (Abric, 1994 : 237).

Le champ d'étude des représentations sociales permet de prendre en compte « *de façon complexe l'ancrage social du langage* » (Gasquet-Cyrus, 2000 : 369). Cependant, il est indispensable de considérer la notion de représentation « *au regard de la spécificité du*

linguistique » (Culioli, 1990 : 45) et par là de procéder à une appropriation, et non pas seulement à une transposition, de ce concept. S. Branca-Rosoff (1996 : 79) entend par représentations langagières « *l'ensemble des images que les locuteurs associent aux langues qu'ils pratiquent, qu'il s'agisse de valeur, d'esthétique, de sentiment normatif ou plus largement métalinguistique* ». Si l'auteur « *s'est surtout attaché(e) aux rapports que chaque locuteur entretient avec les parlers dont il use* » (*op. cit.* : 92), nous voudrions étendre cette approche à l'ensemble de la situation sociolinguistique auquel le locuteur est confronté. Nous considérons autant les phénomènes langagiers (Van Den Avenne, 2001) que les phénomènes situationnels – sociaux, historiques... – qui apparaissent déterminants dans une situation sociolinguistique donnée. Ce point de vue permet de considérer l'analyse des représentations sociales et langagières en prenant en compte les effets de contexte (Flament, 1994) – tel que le milieu urbain – en tant que facteurs déterminants dans l'étude d'un environnement sociolinguistique.

Langues écrites et fonctionnalité

Les habitants de Yaoundé sont confrontés à un environnement graphique qui revêt une apparence formelle. Les locuteurs que nous avons interrogés à ce sujet définissent les langues officielles comme les deux seules variétés linguistiques susceptibles de véhiculer la culture écrite au Cameroun. A titre d'exemples, ils ont évoqué plusieurs supports dont la diffusion impose à leurs yeux l'emploi des langues officielles. Ainsi, l'emploi simultané de l'anglais et du français sur les documents officiels – papiers d'identité, certificats de vente par exemple – ou pour les divers communiqués gouvernementaux se justifie par leur nécessaire diffusion nationale. Il en est de même des différentes publications scientifiques ou littéraires, rédigées elles aussi en langues officielles. Nos interlocuteurs considèrent cette pratique comme naturelle car elle permet pour ces écrits une plus grande diffusion, non seulement au niveau national, mais aussi au niveau international.

Concernant les nombreux panneaux publicitaires qui jalonnent la ville et le pays, il paraît logique pour notre population que les groupes internationaux ou locaux (les brasseries du Cameroun, le PMU camerounais, ...) aient leurs campagnes sur les deux langues officielles, conjointement, et ce afin de toucher un maximum de population. Aucun de nos interlocuteurs ne conçoit une campagne publicitaire en langue camerounaise, qui identifierait un produit à un groupe ethnique et se fermerait ainsi au reste de la population. Ils évoquent à ce sujet la relation intrinsèque entre langue et ethnie, que nous retrouverons au niveau des pratiques orales, et de ce fait l'impossibilité du choix d'une variété non marquée. Ces réflexions expliquent à leurs yeux que les écrits camerounais n'aient pas accès à la rue. En effet, devant l'hétérogénéité ethnique des habitants de Yaoundé, et la diversité des langues employées, nos interlocuteurs ne conçoivent pas de solution acceptable quant au choix d'une langue ethnique pour remplir une quelconque fonction formelle écrite. C'est à ce titre qu'ils soulignent que le français assume une fonction véhiculaire indispensable sur l'ensemble du territoire camerounais.

En termes de compétence, les citoyens que nous avons interrogés⁴ déclarent savoir lire et écrire en langue française. Il s'agit à leurs yeux d'un acquis nécessaire, et répandu sur l'ensemble du territoire camerounais. D'ailleurs, la norme de référence en français apparaît dans les propos que nous avons recueillis comme une norme endogène : nos interlocuteurs se réfèrent spécifiquement au français parlé par la population camerounaise scolarisée pour faire valoir le bon niveau en français qu'ils constatent au Cameroun. Seuls deux locuteurs évoquent

⁴ L'échantillon de population se compose de 35 habitants de Yaoundé, commerçants sur un marché du centre ville. Nos interlocuteurs sont âgés de 20 à 45 ans et sont originaires des différentes provinces du pays.

au contraire « *le français de France* », et ils l'estiment d'ailleurs fort différent du français qu'ils emploient, notamment aux niveaux « *du ton* », influencé par les substrats, et du lexique. Les populations des provinces du Nord, et dans une moindre mesure celles des provinces anglophones, sont les seules à être stigmatisées comme ne maîtrisant pas, ou maîtrisant moins bien, la langue française. En ce qui concerne le monde rural, nos interlocuteurs estiment que la génération actuelle, contrairement à la précédente, maîtrise un français scolaire, même si elle est peu amenée à l'employer. En effet, l'environnement rural ne favorise pas la diffusion du français puisque les locuteurs emploient principalement leur langue ethnique ou une variété véhiculaire. Ailleurs, dans les centres urbains francophones, la langue française est considérée comme largement diffusée et maîtrisée, grâce aux forts taux de scolarisation du Cameroun.

Les statistiques nationales confirment ces affirmations puisque les taux de scolarisation atteignent 80 % au niveau national et dépassent aujourd'hui les 90 % dans les provinces du Sud du pays, notamment à Yaoundé où se déroule notre enquête. Les provinces du Nord du pays, quant à elles, ne dépassent pas les 50 %, même si ce pourcentage est en constante augmentation depuis quelques années (Institut National de la Statistique, 2003). Aux yeux des locuteurs, la scolarisation est synonyme de maîtrise du français et ils considèrent ces pourcentages élevés comme des indicateurs de la diffusion du français.

Lorsque nos interlocuteurs évoquent leur répertoire verbal ou celui de leurs proches, la maîtrise écrite du français est avancée comme preuve d'un bon niveau général dans cette langue. Par exemple, un interlocuteur nous confie, au sujet des compétences en français de son entourage « *je suis très fier / i(l) cause TRÈS bien français / il écrit très bien mon papa même / mon papa i(l) s'exprime TRÈS bien en français / il écrit* ». A l'inverse, une locutrice qui estime ne pas maîtriser la langue française orale explique « *le français moi je peux pas dire que je connais parler français là non non là là (rire) j- je me défends quoi / ça c'est c'est un / moi j'ai le français PARlé / c'est pas écrit* ». Il s'agit d'une évaluation qui illustre à ses yeux son niveau général. Les compétences écrites en français sont donc garantes d'un certain niveau de connaissances générales, parmi lesquelles une plus grande maîtrise du français oral, dans la mesure où elles sont associées à un apprentissage scolaire.

Nos interlocuteurs estiment que leurs compétences en français écrit leur sont utiles notamment à des fins administratives et informatives. En effet, ils déclarent avoir à écrire surtout lors du suivi des devoirs de leurs enfants, dans leur profession, ou pour des déclarations administratives. Ces domaines renvoient donc toujours à des pratiques formelles, le seul domaine informel donné en exemple est la correspondance personnelle écrite, que les locuteurs considèrent comme supplantée par le téléphone, fixe ou portable. A ce sujet, il serait pertinent d'explorer un phénomène en plein essor et que nous n'avons pas abordé. En effet, les propriétaires de téléphone portable exploitent largement les possibilités de communication offertes par les textos, pratique très répandue étant donné son faible coût. Toutefois, nous ne possédons pas de complément d'informations concernant les variétés linguistiques et le style employés dans ce cadre précis.

En ce qui concerne la presse, si tous nos interlocuteurs ne se procurent pas personnellement et régulièrement des périodiques, étant donné leur coût, ils considèrent néanmoins que la presse est pour eux un moyen privilégié de se tenir informés de l'actualité (notamment nationale et sportive). A cet effet, ils lisent les premières pages exposées dans les multiples boutiques de presse ou plus généralement ils récupèrent d'anciennes parutions camerounaises ou françaises. Le quotidien national le plus diffusé, le *Cameroon tribune*, concilie une approche nationale et internationale de l'information dans les deux langues officielles en faisant alterner articles en français et articles en anglais, plutôt que de réaliser une version dans chaque langue comme cela était le cas auparavant. Le quotidien se fait ainsi

le reflet de la volonté gouvernementale de promotion du bilinguisme officiel. Pourtant, nos interlocuteurs déclarant lire ce quotidien expriment leurs difficultés devant les articles en langue anglaise, qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment à leur goût. Ils expliquent leur incompetence à la fois par l'absence de cet apprentissage dans leur scolarisation, et par l'intrusion du pidgin english. Si l'utilité véhiculaire du pidgin est fréquemment soulignée, non seulement à Douala, dans l'ouest du pays mais aussi à Yaoundé, la pratique de cette variété renvoie les locuteurs à leurs lacunes personnelles, mais aussi à celles des anglophones, en langue anglaise.

De ce fait, cette thématique a amené la totalité de nos interlocuteurs à exprimer leur volonté de parfaire leurs connaissances, écrites mais aussi parlées, en langue anglaise (le français est lui considéré comme acquis). Leurs motivations s'appuient sur la présence de la langue anglaise dans leur environnement du fait du bilinguisme de leur pays. Ils évoquent également la valorisation du bilinguisme individuel sur un plan professionnel et une ouverture vers l'international. Enfin, quelle que soit la nature des motivations, il existe une réelle envie d'apprendre la langue anglaise dans la population francophone de Yaoundé que nous avons interrogée, ce qui conforte la volonté gouvernementale de promouvoir l'unité nationale au travers du bilinguisme de la population camerounaise.

En ce qui concerne la culture de l'écrit en langue ethnique, peu de Camerounais savent véritablement écrire leur langue nationale, et beaucoup n'y voient, au premier abord, aucun intérêt. Nos interrogations à ce sujet portent même certains à plaisanter, comme pour signifier l'évidence de l'inutilité de cet apprentissage. Sur les 10 interlocuteurs avec lesquels nous avons approfondi la question des compétences écrites en langue ethnique, seuls deux locuteurs estiment la maîtriser suffisamment pour pouvoir par exemple tenir une correspondance personnelle, bien qu'ils y soient peu amenés, faute de lecteur potentiel. Quelques autres se sentent capables d'écrire quelques mots, en se référant à l'oral. Une locutrice estime que *la génération cellulaire* a définitivement écarté cette pratique, qui était à ses yeux encore justifiée à l'époque d'avant la téléphonie de manière générale, et la téléphonie portable en particulier. On retrouve ici les mêmes propos que ceux tenus au sujet du français écrit.

Les écrits en langues camerounaises connus par nos interlocuteurs sont uniquement à caractère religieux. Les locuteurs évoquent les nombreuses traductions de la Bible, ou plus généralement les recueils de chants, sans pour autant préciser s'ils les consultent.

En réalité, les écrits en langues camerounaises sont rattachés, de manière générale, à des pratiques jugées archaïques. Un des arguments donnés en faveur du caractère suranné de cette pratique est la disparition du peu de journaux ayant existé en langue nationale, devant le manque de rentabilité et d'intérêt d'une telle entreprise. De plus, dans l'entourage des locuteurs, les seuls scripteurs en langues camerounaises sont des personnes âgées, ayant été scolarisées durant leur enfance dans leur langue ethnique (l'instruction en langues camerounaises était alors dispensée par des missionnaires). Cette thématique renvoie aux yeux de nos interlocuteurs à la vie rurale puisqu'elle ne peut se justifier qu'en milieu monolingue. De nos jours, il s'agit donc d'une pratique révolue et nos interlocuteurs soulignent que, pour son développement, le monde rural a de toute façon besoin d'apprendre à lire et à écrire en français dans la mesure où cet apprentissage est un moyen incontournable de promotion sociale.

Les locuteurs éprouvent des difficultés à ancrer l'écrit en langue ethnique dans une démarche fonctionnelle. Mais, paradoxalement, ils déclarent en majorité qu'ils sont intéressés par un tel apprentissage et qu'ils seraient fiers d'écrire leur langue ethnique. Ils évoquent alors

le manque de temps qu'ils ont à consacrer à cette démarche, ce que nous interprétons, compte tenu des propos avancés auparavant, par un manque de motivations fonctionnelles. C'est sans conviction qu'un de nos interlocuteurs évoque avec des mots d'enfants la possibilité d'utiliser un « *code secret* ». Mais cette justification cryptique n'a absolument pas la même portée symbolique que celle revendiquée à l'oral. S'il y a des scripteurs potentiels en langue ethnique, ils éprouvent le besoin d'être motivés par une fonctionnalité gratifiante de l'écrit, comme c'est le cas pour le français.

Quant à l'intérêt de développer une presse, une littérature, des campagnes publicitaires en langues camerounaises, les personnes interrogées insistent sur le problème du choix de la langue autant que sur le manque d'intérêt économique. Aux yeux de tous, l'éventualité de l'introduction des langues ethniques dans la culture écrite ne résiste pas à la concurrence du système actuel. Leurs arguments reposent sur la véhicularité du français et de l'anglais ainsi que sur l'absence de lectorat. De plus, la concurrence faite par la diversité de la presse, camerounaise ou étrangère, disponible au Cameroun, ne laisse pas de place au développement d'une telle entreprise, que nos interlocuteurs estiment de toute façon vouée à l'échec. Un de nos interlocuteurs résume l'impossibilité de mettre en place ces aménagements par la formule « *no interest / no money* » : sans intérêts économiques, ils ont peu de chance d'attirer des financements. Tous réfutent l'éventualité de tels aménagements par des arguments tels que le besoin de diffusion des écrits, de rentabilité économique, la nécessité de s'inscrire dans son temps.

Les locuteurs font également preuve de scepticisme face aux problèmes fonctionnels que rencontrerait l'Etat dans une telle démarche, en termes de normalisation, de création lexicale notamment. Un locuteur souligne qu'il est fréquemment obligé d'avoir recours au français dans ses énoncés en langue camerounaise, lorsqu'il évoque des notions modernes, telles que l'Internet, ou l'actualité, et que de ce fait, sa langue ethnique lui semble inadaptée à la vie moderne. Il déclare combler, comme d'autres locuteurs, ses lacunes en introduisant le lexique français dans ses conversations, mais cette pratique lui semble inenvisageable à l'écrit.

Il en est de même concernant une éventuelle introduction des langues camerounaises dans le système éducatif. Les jugements exprimés reprennent des thèmes classiques : cela permettrait la sauvegarde de leur patrimoine ; mais la diversité linguistique est un obstacle à la mise en place de telles mesures, surtout en milieu urbain. Pourtant, c'est en partie de l'acquisition de fonctions sociales gratifiantes qu'il est question dans une possible introduction des langues nationales dans le système scolaire. Un locuteur ne remet pas en cause la qualité de sa langue ethnique au regard des langues officielles, mais insiste sur le manque flagrant de reconnaissance et d'attention dont elle est l'objet. Il donne ainsi sa propre définition des patois : « *ce sont des langues / ce sont des langues / parce que toutes ces langues-là / si on se met au travail / on peut faire des livres / on peut écrire / on peut avoir l'alphabet de toutes ces langues-là / oui* ».

Si la possibilité de scolariser leurs enfants en langue ethnique s'offrait aux parents, ils exigeraient que cela ne soit pas en défaveur de l'ouverture sur le monde et de la promotion sociale de leurs enfants, symbolisées par les actuelles langues officielles. A leurs yeux, les langues camerounaises ne doivent pas être introduites dans le système scolaire au détriment des langues officielles.

En matière d'écriture, la langue française assume tous les besoins des habitants de Yaoundé dans un environnement graphique qui leur paraît justifié car accessible au plus grand nombre. Toutefois, la volonté gouvernementale de diffusion de la langue anglaise trouve ici écho auprès d'une population très demandeuse. L'écrit en langues nationales revêt, par contre, une image d'héritage du passé, encore en fonction uniquement dans les écrits religieux. Cette

quasi-absence conforte les langues camerounaises dans leur position minorée au regard des fonctions et statuts assignés aux variétés en présence. Toutefois, dans les discours, la minoration officielle des langues ethniques est neutralisée par le prestige latent univoque qui leur est attribué. Ce prestige se fonde sur une pratique orale où domine une revendication identitaire.

Plurilinguisme et culture de l'oral

A Yaoundé, les habitudes culturelles de l'oral et leurs représentations concernent principalement les médias, au travers de la télévision et de la radio, et les pratiques individuelles. Les citoyens considèrent que la répartition fonctionnelle des langues dans les médias est à l'image de l'organisation sociolinguistique du territoire national. Nous retrouvons donc une répartition que nous avons déjà qualifiée de dichotomique : d'une part, les médias télévisés ont une programmation uniquement en langues officielles, dans la mesure où ils s'adressent à une population urbaine et très hétérogène ; d'autre part, dans les programmes radiophoniques, plus largement diffusés, langues ethniques et langues officielles se partagent les temps d'antenne, dans la mesure où ils se donnent pour fonction d'informer les populations rurales.

Les programmes télévisés sont plus largement suivis en milieu urbain, où la population est plus à même de posséder un téléviseur et de capter les différents programmes. La télévision est considérée comme un des vecteurs de diffusion des deux langues officielles. En effet, les programmes nationaux organisent le temps d'antenne autour d'émissions en français, majoritaires, et d'émissions en anglais. Nos interlocuteurs justifient ce choix par la diffusion nationale des émissions et l'hétérogénéité du public concerné. Les programmes câblés ne sont pas mentionnés dans les propos que nous avons recueillis mais sont de toute façon eux aussi en langues exogènes (majoritairement en français et en anglais).

Nos interlocuteurs manifestent deux opinions divergentes devant le constat de l'absence des langues ethniques, vernaculaires ou véhiculaires, dans le paysage audiovisuel. Si tous se réfèrent à la diversité ethnique du Cameroun pour justifier l'emploi des seules langues officielles, le premier courant d'opinion, minoritaire, souhaiterait l'introduction des langues nationales à la télévision afin de faire valoir et connaître les différentes cultures camerounaises. Paradoxalement, le même argument est avancé par les tenants du second courant d'opinion : non seulement l'absence de programmes en langues ethniques n'empêche pas d'aborder des thématiques traditionnelles, mais l'utilisation des langues officielles permet que ces émissions soient suivies par l'ensemble de la population, créant ainsi une ouverture sur les différentes cultures du pays.

Lorsque l'on évoque la possible introduction des langues ethniques à la télévision, tous mettent en avant l'impossibilité de choisir une ou des langues satisfaisant l'ensemble de la population. L'éventualité d'employer une langue véhiculaire n'est en aucun cas considérée comme une solution envisageable, étant donné que la programmation télévisuelle est nationale : aucune de ces langues n'est répandue sur l'ensemble du territoire et malgré leur fonction véhiculaire, elles restent marquées ethniquement aux yeux des locuteurs. Ainsi, dans le contexte urbain, où sont suivis en majorité les programmes télévisés, les locuteurs expliquent que ceux-ci répondent à la diversité linguistique du paysage camerounais. Ils considèrent qu'il est plus fonctionnel d'employer les langues officielles, étant donné leur véhicularité et leur neutralité.

En ce qui concerne la radio, les jugements concernant le choix des langues sont justifiés par une programmation et une diffusion en province. Actuellement, la radio relève d'une organisation spécifique : des stations publiques, réparties sur l'ensemble du territoire, et des stations privées permettent à la population camerounaise de suivre des émissions dans leur langue ethnique ou dans la langue véhiculaire de la région quelques heures par jour, en plus des programmes en langues officielles. Ici, les langues véhiculaires sont reconnues comme telles car mises à profit à un niveau régional (et non plus national comme se serait le cas pour la télévision). Ce média, accessible à tous et sur tout le territoire camerounais, est un moyen primordial d'accès à l'information pour les populations rurales, et il est pour cette raison plébiscité par nos interlocuteurs. Ils considèrent que la radio permet aux populations rurales scolarisées de parfaire leur maîtrise des langues officielles, puisqu'elles n'ont pas toujours la possibilité de les employer dans leur environnement. Pour nos interlocuteurs, elle offre également la possibilité aux populations non scolarisées de se familiariser avec les langues officielles mais surtout de s'informer en langues ethniques. Nos interlocuteurs soulignent l'importance des informations, des programmes culturels ou sociaux en langues camerounaises qui sont pour eux le seul moyen d'accès à l'information en zone rurale.

En plus de leur fonction éducative et informative, les émissions en langues camerounaises remportent un succès considérable auprès de la population urbaine, qui les suit régulièrement et avec beaucoup de plaisir parce qu'elles « *rapprochent quand même du village* ». Beaucoup évoquent le plaisir d'entendre « *leur patois* » à la radio. Un locuteur pousse même l'idée jusqu'à déclarer que « *ceux qui sont partis [en ville] / se recueillent un peu quand ils suivent ce genre d'émissions* ». Ici, l'emploi des langues camerounaises n'est pas considéré comme une possible ouverture vers les différents parlers camerounais, mais plutôt comme une façon de se retrouver entre pairs et renvoie ainsi à la fonction identitaire des langues ethniques.

D'un point de vue individuel, comme dans les médias, c'est la diversité ethnique qui est au cœur des propos de nos interlocuteurs lorsqu'ils évoquent leurs pratiques quotidiennes, formelles et informelles. L'hétérogénéité ethnique ainsi que le plurilinguisme individuel et social justifient l'orientation des différentes pratiques langagières qui nous ont été exposées.

D'une part, aux yeux de tous, la diversité ethnique urbaine favorise l'emploi du français dans les discussions informelles, entre amis de différents groupes ethniques par exemple. En effet, les locuteurs s'accordent pour reconnaître le français comme le véhiculaire indispensable à la communication en ville. Ces déclarations corroborent ainsi les différentes études sociolinguistiques sur la diffusion du français à Yaoundé. Nos interlocuteurs les plus âgés notent d'ailleurs que la diffusion du français influe sur son apprentissage, qui ne se cantonne plus au milieu scolaire comme c'était le cas durant leur jeunesse ou, encore actuellement, en milieu rural. A Yaoundé, leurs enfants apprennent le français dans la rue et en famille avant leur scolarité.

Néanmoins, les locuteurs rejettent l'idée d'un environnement urbain « *tout en français* ». Les propos de nos interlocuteurs reflètent un multilinguisme individuel généralisé. Il s'agit pour eux d'un mode de vie et de communication à part entière, à l'image de ce que J. Gerbault et E. Chia (1992) décrivent concernant l'intégration à Yaoundé. En réalité, si le milieu urbain tend à l'unification linguistique (autour du français) d'un point de vue macrolinguistique, un éclairage microlinguistique révèle davantage une uniformisation plurielle autour de différentes variétés véhiculaires (du quartier, du lieu de travail, etc.). Si le français sert de langue d'intégration à la ville de manière générale, les langues camerounaises serviront de moyen d'intégration à des lieux spécifiques. A ce titre, différentes représentations de la ville et sur la ville motiveront les pratiques et les justifieront. Ainsi, le phénomène de répartition ethnique, tel qu'on le rencontre dans les représentations ou tel qu'on peut l'observer dans les

pratiques, est déterminant. Les quartiers de la capitale stigmatisés comme peuplés majoritairement par certains groupes ethniques seront autant de lieux de ville (Bulot, 1999) où les répercussions sur les pratiques langagières favoriseront l'emploi, voir l'apprentissage de certaines variétés. Ainsi, un locuteur éton nous expliquera que « *l'ewondo c'est quand je me retrouve avec mes frères ewondo puisque dans le quartier même d'où j'habite c'est : / j'ai construit dans un quartier ewondo donc / je suis appelé puisque e ils ne comprennent pas l'éton je suis obligé à parler l'ewondo avec eux* ». Un autre interlocuteur, originaire de l'Ouest et travaillant à Yaoundé, précise que « *étant déjà commerçant ici on est obligé de s'exprimer en éton* ». Mais ce phénomène ne s'arrête pas aux variétés linguistiques de la Province du Centre, où se situent Yaoundé, puisqu'un interlocuteur vivant dans un quartier anglophone a noté que son enfant y a appris l'anglais au contact de ses voisins. Il en est ainsi de l'ensemble des répertoires verbaux de nos interlocuteurs, diversifiés au gré de leur parcours de vie et de leur parcours en ville.

D'autre part, la diversité ethnique favorise l'emploi des langues grégaires entre membres d'un même groupe ethnique, dans les situations informelles mais aussi dans les situations formelles. En effet, leurs fonctions cryptiques et de connivence sont appréciées par tous et leur permet, s'ils en ressentent le besoin ou l'envie, de s'isoler. C'est à ce titre que les langues ethniques sont employées également dans les domaines formels : au sein d'une administration, à l'université, lors d'une réunion, « *deux frères* » partageant la même langue ethnique pourront l'employer, plus ou moins ouvertement. Plusieurs de nos interlocuteurs insistent à ce sujet sur la complicité que crée l'utilisation des langues ethniques, qui garantit une certaine sécurité, et peut faire tourner avantageusement certaines situations.

Dans les conversations, nos interlocuteurs évoquent le caractère « *sucré* » des conversations en langue ethnique entre pairs, qu'ils ne retrouvent ni avec une langue véhiculaire ni avec le français. Même s'ils se déclarent tout autant à l'aise lorsqu'ils parlent en français ou dans une autre variété que la leur, cela ne leur donne pas autant de plaisir. Ils parlent de la richesse de leur langue ethnique, qui se manifeste par la possibilité de faire des jeux de mots, des plaisanteries, d'employer des proverbes. Ils pensent d'ailleurs manier ces procédés avec adresse, comme seul peut le faire, à leurs yeux, un locuteur natif ou un habitant de leur village d'origine.

Nos interlocuteurs insistent sur la nécessité de la transmission des langues grégaires, malgré l'emploi généralisé du français. A ce propos, ils soulignent le rôle primordial des parents dans la transmission aux enfants nés en ville, puisque ceux-ci sont coupés du bain linguistique monolingue dans lequel sont plongés les enfants des milieux ruraux. L'ensemble des parents que nous avons interrogés expriment leur volonté de transmettre leur langue ethnique à leurs enfants, leurs deux langues dans le cas des mariages exogamiques. Toutefois, ils soulignent aussi que l'hétérogénéité ambiante et la scolarisation de leurs enfants les amènent à employer fréquemment le français dans leur foyer. Par exemple, un locuteur nous rapporte qu'il s'adresse à ses enfants en français pour évoquer leur journée à l'école, puis qu'il parle dans sa langue ethnique des affaires familiales. Quant à leurs motivations concernant la transmission intergénérationnelle de leur langue ethnique, les locuteurs l'expliquent par les liens entretenus avec la famille restée « *au village* ». Ils indiquent que la maîtrise de la langue ethnique leur apparaît indispensable lors de leurs voyages – plus ou moins fréquents – dans leur village d'origine. De plus, en permettant des échanges entre les enfants des villes et les familles restées au village, elles sont les véhicules de leur culture traditionnelle, qui peut s'exprimer dans la transmission d'un mode de vie, de connaissances, et également d'une culture orale au travers notamment des contes, proverbes et autres récits étiologiques. Mais déjà certaines différences apparaissent dans ce phénomène, où les raisons de la migration, le maintien de liens plus ou moins forts avec le village d'origine, la

perspective d'un retour vers ce village, la fréquence des voyages sont autant de facteurs déterminants dans la pratique des langues ethniques chez les nouvelles générations.

Quel que soit le domaine de référence, les différents propos s'organisent autour de la diversité ethnique du pays. Pour nos interlocuteurs, c'est elle qui explique à la fois la véhicularité du français et les difficultés que connaissent les langues ethniques pour émerger au niveau national. D'un point de vue individuel, il faut noter que lorsque l'on parle de langue ou de culture, la représentation première qui vient à l'esprit de nos interlocuteurs est d'évoquer la maîtrise et l'emploi de leur langue ethnique, élément qui apparaît à leurs yeux comme un symbole incontournable du processus d'identification.

L'omniprésence de la référence identitaire ethnique permet de comprendre la difficulté pour les langues véhiculaires d'émerger en tant que telles. Elles sont associées aux groupes ethniques dont elles sont les langues vernaculaires, c'est-à-dire qu'elles ne perdent pas leur marquage ethnique malgré leur véhicularité. En réalité, à aucun moment les locuteurs n'évoquent la fonction véhiculaire de ces variétés au niveau national alors qu'elle est reconnue au niveau provincial, comme le montre leur emploi par la radio. Le fufuldé ou l'ewondo, par exemple, sont reconnus par les locuteurs comme véhiculaires dans leurs provinces, mais il n'est pas, à leurs yeux, envisageable de les imposer individuellement sur l'ensemble du territoire. La formule « *la promotion des langues véhiculaires, oui, mais à condition qu'elles le soient toutes* » résume l'état d'esprit des locuteurs lorsqu'on évoque ce sujet.

Dans ce contexte, le français jouit aux yeux de tous d'une neutralité primordiale qui participe à sa diffusion. Il est « *d'abord le symbole même // du Cameroun* ». Ce qui est en jeu ici, c'est l'unité du Cameroun, qui peut être remise en cause au regard des revendications identitaires et ethniques de chacun.

De par sa nature, le pidgin english ne réfère pas à un groupe ethnique particulier, mais il est davantage associé, pour nos interlocuteurs, aux habitants des provinces anglophones et à certaines catégories socioprofessionnelles, notamment aux commerçants. Il est d'ailleurs fréquemment utilisé par nos interlocuteurs dans le cadre de transactions commerciales, où sa fonction véhiculaire crée un climat propice à la négociation, que l'emploi des langues officielles ne permettrait pas. Toutefois, le pidgin est très largement déprécié et dénigré par tous. Il n'est pas défini comme une variété linguistique à part entière, mais il est stigmatisé comme l'anglais des non-scolarisés ou « *des bandits* ». Nos interlocuteurs considèrent que son emploi nuit à la propagation de l'anglais « *grammar* », non seulement chez les anglophones mais aussi chez les francophones. De ce fait, il est impossible, pour nos interlocuteurs, d'imaginer une quelconque promotion de son statut. Malgré sa diffusion importante, personne n' imagine un jour le pidgin dans le système scolaire et cette perspective suscite chez les locuteurs de vives réactions. Lorsque nous évoquons son utilisation dans des sketches comiques, nos interlocuteurs déclarent arrêter précisément à ce niveau ses possibilités d'emploi. Pour eux, les sketches ne font que mettre en avant cette pratique, afin d'en rire mais ne la valident pas pour autant.

Le camfranglais est tout autant minoré que le pidgin. De plus, il s'agit d'un phénomène récent, qui n'est pas inscrit – ou qui est peu inscrit – dans les pratiques de nos interlocuteurs et qu'ils considèrent comme voué à disparaître. Largement décrié ou considéré comme insignifiant par les parents des jeunes qui l'emploient, le phénomène prend cependant une ampleur considérable. Il apparaît comme la manifestation d'une revendication identitaire urbaine chez des jeunes immergés dans le plurilinguisme de leur environnement. Nous observons une tendance chez les jeunes des centres urbains du Cameroun à employer le

camfranglais, non seulement à l'oral mais aussi dans leurs productions écrites. Notre propos n'est pas ici de stigmatiser l'influence d'une telle variété dans les productions orales et écrites des élèves en français, mais bien de souligner l'émergence de productions volontairement en camfranglais. A notre connaissance, ce phénomène s'observe quelque peu déjà dans la presse jeune, dans la musique et dans un genre littéraire à la mode, le slam, qui se situe entre le rap et la poésie. Il s'agit ici de la manifestation d'une revendication identitaire qui offre, aux jeunes et à de jeunes artistes reconnus par leurs pairs, une solution autre que celle que leur propose la société camerounaise : ils opposent le camfranglais au tout écrit/parlé en français (ou en anglais), ou dans des langues ethniques qu'ils ne maîtrisent peut-être pas.

En guise de conclusion

Nous avons choisi, pour cet état des lieux de la culture de l'écrit et de l'oral au Cameroun, d'étudier non seulement la gestion du plurilinguisme dans les différents domaines de la vie quotidienne mais aussi les représentations langagières des locuteurs camerounais. Ce point de vue permet d'imaginer l'accueil que pourrait recevoir d'éventuels aménagements politiques dans ce domaine. Ainsi, les propos que nous avons recueillis reflètent des sentiments très positifs pour l'apprentissage de la langue anglaise. Cette tendance, qui se traduit sur le plan pratique par le succès considérable que rencontrent les écoles bilingues, rejoint la volonté gouvernementale de promouvoir le bilinguisme officiel et laisse présager que les mesures renforçant ce bilinguisme seront accueillies favorablement.

En ce qui concerne la culture de l'oral, il y a un recouvrement fonctionnel des variétés au sein des pratiques : le français remplit une fonction véhiculaire essentielle, de neutralité et d'unité ; les langues ethniques, quant à elles, sont au centre d'un processus d'identification qui rend délicat leur emploi formel, car elles sont associées de fait à une revendication ethnique. Les propos recueillis reflètent un tiraillement des locuteurs entre le français – sa véhicularité, la promotion sociale qu'il implique – et les langues ethniques, très investies d'un point de vue identitaire. Des mesures d'aménagement des langues nationales devront permettre aux populations de concilier ces différents aspects afin de construire une identité camerounaise *avec* plutôt que *contre* les spécificités de l'environnement camerounais.

E. Gfeller (2000) va plus loin en inscrivant l'emploi généralisé des langues camerounaises dans un processus démocratique qui viserait la participation du plus grand nombre. L'auteur prône à ce titre une normativisation, qui aurait des répercussions positives aussi bien à l'écrit qu'à l'oral, en permettant notamment l'introduction des langues camerounaises dans les établissements scolaires. C'est à ce prix que pourraient évoluer les sentiments de minoration à l'égard des langues camerounaises. Il s'en suivrait également une revalorisation de l'identité personnelle, de par une homogénéité des compétences (orales et écrites) des locuteurs.

Les représentations sont ici au cœur d'un débat ouvert et très actuel, mais non résolu, sur le bien fondé et les possibles aménagements en vue de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif. Si une éventuelle promotion des langues ethniques amenait à leur insertion dans le système scolaire, il serait nécessaire que les locuteurs y trouvent une réelle finalité dans d'autres domaines de la vie quotidienne, qu'ils n'entrevoient pas dans le paysage actuel. Dans ce cas, l'apprentissage des langues ethniques à l'école répondrait aux revendications identitaires observables dans les pratiques discursives.

Cette thématique ne fait pas l'unanimité chez les locuteurs, partagés entre leur volonté de promotion sociale, aujourd'hui encore dévolue au français et à l'anglais, et celle de s'inscrire dans une identité ethnique. Le milieu urbain rend ces interrogations encore plus prégnantes.

En nous concentrant sur « *la dimension glottopolitique des villes* » (Bulot, 1999 : 15), nous considérons que les pratiques langagières à Yaoundé sont un élément essentiel dans l'édification d'un espace communautaire multiethnique, où les langues officielles côtoient les langues grégaires et les langues véhiculaires. Si ces dernières sont « *porteuse[s] de la véritable politogenèse* » camerounaise (Renaud, 1987 : 27), il reste à définir comment doit s'opérer leur promotion, compte tenu de leur diversité. Les variétés véhiculaires sont considérées comme telles uniquement à un niveau provincial, et c'est sûrement à ce niveau que devrait s'organiser une éventuelle promotion de leur statut. Il serait peut-être envisageable de procéder à une décentralisation au niveau des provinces, pour prendre exemple sur le modèle existant, et plébiscité, de la radio. Il serait ainsi préférable que plusieurs langues bénéficient de la promotion afin de refléter l'ensemble des provinces et du territoire camerounais. Certes, cela peut sembler aller à l'encontre de l'unité nationale mais permettrait de conjurer la minoration des variétés avec l'assentiment des populations.

Consciente du fait qu'« *à chaque fois qu'on est amené à théoriser les rapports entre langues et identités, on se doit d'être vigilant quant aux interprétations déviantes, qui se fondent très souvent sur l'équation : une langue = une identité, et réciproquement* » (Laroussi, 2000 : 67), nous proposons ici l'équation : des langues = une identité camerounaise. Les déclarations des locuteurs sur le dynamisme actuel de leur répertoire verbal vont dans ce sens, et sont une incitation à la sauvegarde de ce capital. Si la vitalité des langues ethniques est avérée dans les représentations, les différents travaux sur l'environnement de Yaoundé que nous avons évoqués enregistrent une baisse de leur transmission, et ce en faveur du français. Il serait pertinent de profiter du prestige latent que possèdent les langues ethniques auprès des générations actuelles afin de les valoriser grâce à un aménagement adéquat, qui concilierait langues exogènes et endogènes. Les langues ethniques pourraient ainsi échapper à la léthargie qui les menace.

Bibliographie

- ABRIC J.-C., (dir.), 1994, *Pratiques sociales et représentations*, PUF, Paris.
- BELINGA B'ENO C., ATINDOGBE G., 2001, « Yaoundé, métropole cosmopolite par l'intégration linguistique », dans Belinga S. E., Vicat J.-P., *Yaoundé, Une grande métropole africaine au seuil du troisième millénaire*, Les Classiques Camerounais, Yaoundé, pp. 225-241.
- BITJAA KODY D. Z., 2000, « Vitalité des langues à Yaoundé : le choix conscient », dans Calvet L.-J., Moussirou-Mouyama A. (éd.), *Le plurilinguisme urbain*, Actes du Colloque International de Libreville, ENS Libreville, 25-29 septembre 2000, Collection Langues et Développement, Didier Erudition et Institut de la Francophonie, Paris, pp. 163-182.
- BITJAA KODY D. Z., 2001, « Impact des politiques linguistiques au Cameroun », dans Dumont P., Santodomingo C. (coord.), *La coexistence des langues dans l'espace francophone, approche macrosociolinguistique*, Actes des deuxièmes journées scientifiques du réseau de l'AUF, Rabat, 25-28 septembre 1998, AUPELF-UREF, Collection Universités Francophones, pp. 105-115.
- BOYER H., 1990, « Matériaux pour une approche des représentations sociolinguistiques. Eléments de définition et parcours documentaire en diglossie », dans *Langue Française*, n°85, Larousse, Paris, pp. 102-123.
- BULOT T. (éd.), 1999, *Langue urbaine et identité*, L'Harmattan, Paris.

- BRANCA-ROSOFF, 1996, « Les imaginaires de la langue », dans Boyer H. (dir.), *Sociolinguistique, Territoire et objets*, Delachaux et Niestlé, Lausanne et Paris, pp. 79-114.
- CALVET L.-J., 1994, *Les voix de la ville, introduction à la sociolinguistique urbaine*, Payot, Paris.
- CALVET L.-J., 1999, *Pour une écologie des langues du Monde*, Plon, Paris.
- CULIOLI A., 1990, « La linguistique : de l'empirique au formel » dans Culioli A., *Pour une linguistique de l'énonciation – Opérations et représentations*, Tome 1, Ophrys, Paris, pp. 9-46.
- ESSONO J.-M., 2001, « Le Cameroun et ses langues », dans *CAMEROUN 2001, Politique, langues et économie et santé*, L'Harmattan, Paris, pp. 61-87.
- FERAL C. de, 1997, « Français oral et "camfranglais" dans le sud du Cameroun », dans Queffelec A., (éd.), *Alternance codique en français parlé en Afrique*, Actes du Colloque d'Aix-en-Provence, Septembre 1995, Publications de l'Université de Provence, Aix-en-Provence, pp. 205-212.
- FLAMENT C., 1994, « Structure, dynamique et transformation des représentations sociales », dans ABRIC J.-C. (dir.), 1994a, PUF, Paris, pp. 37-57.
- GASQUET-CYRUS M., 2000, « Villes plurilingues et imaginaire linguistique – Le cas de Marseille », dans Calvet L.-J., Moussirou-Mouyama A. (éd.), *Le plurilinguisme urbain*, Actes du Colloque International de Libreville, ENS Libreville, 25-29 septembre 2000, Collection Langues et Développement, Didier Erudition et Institut de la Francophonie, Paris, pp. 369-386.
- GERBAULT J. et CHIA E., 1992, « Stratégies d'intégration linguistique à Yaoundé », dans *Des langues et des villes*, Actes du colloque international de Dakar (15-17 décembre 1990), Collection Langues et Développement, Didier Erudition, p. 257-262.
- GFELLER E., 2000, *La société et l'école face au multilinguisme – L'intégration du trilinguisme extensif dans les programmes scolaires du Cameroun*, Karthala, Paris.
- GREENBERG J. H., 1963, *The Languages of Africa*, Bloomington, Indiana University.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 2003, *Indicateurs socio-démographiques de base au Cameroun (2002)*, Yaoundé, UNFPA, INS.
- JODELET D. (dir.), 1989, *Les représentations sociales*, PUF, Paris.
- JUILLARD, C., 1995, *Sociolinguistique urbaine. La vie des langues à Ziguinchor (Sénégal)*, Paris, CNRS-Editions.
- KOENIG, E., CHIA, E., POVEY, J. (éd.), 1983, *A Sociolinguistic Profile of Urban Centers in Cameroon*, Crossroads Press, Los Angeles.
- LAROUSSE F., 2000, *Langue, discours et constructions identitaires au Maghreb – Une approche sociolinguistique*, Dossier présenté en vue d'une Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Rouen.
- MENDO ZE G. (dir.), 1999, *Le français langue africaine – Enjeux et atouts pour la francophonie*, Publisud, Paris.
- MOSCOVICI, 1961, *La psychanalyse, son image, son public*, PUF, Paris.
- MOSCOVICI S., 1989, « Des représentations collectives aux représentations sociales », dans Jodelet D., (dir.), 1989, pp. 62-86.
- RENAUD P., 1987, « Politogenèse et politique linguistique : le cas du Cameroun », dans *Etudes de Linguistiques Appliquées*, n°65, Didier Erudition, Paris, pp. 23-36.
- TABI-MANGA J., 2000, *Les politiques linguistiques du Cameroun - Essai d'aménagement linguistique*, Karthala, Paris.
- TCHOUNGUI G., 2000, « Yaoundé » dans *Terminogramme*, Revue d'aménagement linguistique, n°93-94, Actes du Colloque de Barcelone, les 4, 5 et 6 octobre 1999, Office de la langue française, Québec, pp. 59-84.

- VAN DEN AVENNE C., 2001, « Ici et là-bas : l'influence de la migration sur les représentations langagières. Les Maliens, le bambara et le français » dans Dumont P., Santodomingo C. (coord.), *La coexistence des langues dans l'espace francophone, approche macrosociolinguistique*, Actes des 2èmes journées scientifiques du réseau de l'AUF, Rabat, 25-28 septembre 1998, AUPELF-UREF, Collection Universités Francophones, pp.387-393.
- ZANG ZANG P., 2000, « Acquisition du français par les populations non scolarisées: cas de la ville de Yaoundé », dans Calvet L.-J., Moussirou-Mouyama A. (éd.), *Le plurilinguisme urbain*, Actes du Colloque International de Libreville, ENS Libreville, 25-29 septembre 2000, Collection Langues et Développement, Didier Erudition et Institut de la Francophonie, Paris, pp. 443-460.

Conventions de transcription

/	pause brève
//	pause plus longue
REctifier	syllabe accentuée
pa(r)ce	syllabe non articulée
:	allongement d'une syllabe

GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

Comité de rédaction : Mehmet Akinci, Sophie Babault, André Batiana, Claude Caitucoli, Robert Fournier, François Gaudin, Normand Labrie, Philippe Lane, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Dalila Morsly, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Gisèle Prignitz, Richard Sabria, Georges-Elia Sarfati, Bernard Zongo.

Conseiller scientifique : Jean-Baptiste Marcellesi.

Rédacteur en chef : Claude Caitucoli.

Comité scientifique : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Louise Dabène, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Marie-Christine Hazaël-Massieux, Monica Heller, Caroline Juilliard, Suzanne Lafage, Jean Le Du, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolai, Lambert Félix Prudent, Ambroise Queffelec, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

Comité de lecture : constitué selon le thème du numéro sous la responsabilité de Claude Caitucoli